



Commission 5

« Rôle, tâches de l'Etat et finances »

Rapport sectoriel 503

Logement

ANNEXES

Annexe 1 : Propositions collectives, pétitions et demandes d'auditions

Annexe 2 : Historique des lois sociales sur le logement social

30 avril 2010

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
06.04.2010	86	Pétition	Contribution à une réflexion sur "le développement durable"	Eglise nationale protestante Conseil du Consistoire Mme Charlotte Kuffer, présidente et M. Pierre-Alain Vuagniaux, membre du Conseil du Consistoire 2, rue du Cloître, case postale 3078 1211 Genève 3	2	Document pour alimenter la réflexion concernant le développement durable.
06.04.2010	85	Pétition	Contribution à une réflexion sur "l'enseignement du fait religieux"	Eglise nationale protestante Conseil du Consistoire Mme Charlotte Kuffer, présidente et M. Pierre-Alain Vuagniaux, membre du Conseil du Consistoire 2, rue du Cloître, case postale 3078 1211 Genève 3	2	Document pour alimenter la réflexion concernant l'enseignement du fait religieux.
01.04.2010	84	Pétition	Pour l'encouragement de la créativité artistique	M. Christophe Barbey Juriste 5, rue de la Prairie 1202 Genève	1	Inscrire le principe suivant dans le cadre de la liberté de l'art: " Dans les limites de la loi, toute personne a le droit d'exprimer sa créativité artistique. L'Etat soutien ou met en place les infrastructures nécessaires".
01.04.2010	83	Pétition	Pour la promotion de la démocratie	M. Christophe Barbey Juriste 5, rue de la Prairie 1202 Genève	1	"Offrir la présente Constitution à toute nouvelle citoyenne et à tout nouveau citoyen. L'Etat incite à la participation civique et promeut les décisions par consensus. Il veille à la qualité du débat et des campagnes politiques, au respect de la véracité et des personnes".
01.04.2010	82	Pétition	Pour une justice préventive	M. Christophe Barbey Juriste 5, rue de la Prairie 1202 Genève	1	Inscription du principe de la justice préventive dans la Constitution: "L'Etat mène une politique de prévention de la criminalité. Par le biais de l'éducation, il promeut le respect des biens protégés auprès de l'ensemble de la population. Il mène des campagnes de prévention spéciales auprès de toutes les populations à risque. Il met à la disposition de la population un service d'information pénale".

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
01.04.2010	81	Pétition	Pour un service citoyen dans la Constitution genevoise	Groupe indépendant de réflexion sur le service citoyen p.a. M. Sylvain Froidevaux 30, rue du Village-Suisse 1205 Genève	46	Inscription dans la Constitution la mise en place d'un "Service citoyen volontaire". Avec l'accord du pôle de compétence "paix" de la Fédération associative genevoise (FAGE), cette pétition doit être considérée comme un prolongement de la proposition collective no. 57 déposée par ce dernier. Projet connexe et coordonné avec cette proposition collective (art. 5).
01.04.2010	80	Pétition	Les coopératives d'habitation à Genève	Groupe des coopératives d'habitation genevoises M. M. Riva, président et M. Ph. Schneider, membre du Comité Case postale 268, 1211 Genève 28	2	Propositions de pistes au niveau cantonal et communal pour favoriser le logement coopératif depuis l'aménagement du territoire et les déclassements de terrain jusqu'à la fixation des taux d'effort et la mixité d'habitation.
01.04.2010	79	Pétition	Le droit de vote implique le devoir de voter	Jeunes-UDC Genève M. Xavier Schitzguébel, président 16, rue du Roveray, 1207 Genève	42	Introduction dans la Constitution d'une disposition rendant le droit de vote obligatoire
30.03.2010	78	Pétition	Inscrire dans la Constitution des principes régissant l'imposition ainsi que le taux des impôts directs	ATTAC - Genève Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action citoyenne Mme Magali Orsini, membre du Comité 15, rue des Savoises, 1205 Genève	1	Introduction d'articles prévoyant: 1. la transparence des taxations et la simplification des déclarations fiscales; 2. la progressivité du taux de l'impôt cantonal et communal sur le revenu et la fortune des personnes physiques ainsi que sur le bénéfice et le capital des personnes morales.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
31.03.2010	77	Proposition collective	Conserver dans la future Constitution un article concernant l'interdiction de la chasse	Pro Natura Genève - Association Genevoise pour la Protection de la Nature Mme Fanny Allien 16, rue Chausse-Coq 1204 Genève	530	Proposition d'inscrire un article qui prévoit: 1. l'interdiction de la chasse aux mammifères et oiseaux 2. la possibilité de lever l'interdiction en cas de problème sanitaire ou de déséquilibre
15.03.2010 31.03.2010	76	Proposition collective	Affirmer l'importance des loisirs dans le maintien de la cohésion sociale, loisirs de proximité et accessibles à tous	FCLR - Fédération des centres de loisirs et de rencontres Mme Katia MERLINO 16bis, rue Lamartine 1203 GENEVE	705	Proposition d'article constitutionnel pour que l'Etat et les communes: 1. encouragent l'organisation de loisirs destinés à tous, et en particulier aux jeunes, qui favorisent le développement de la personne, la solidarité, la participation et l'intégration, producteurs de liens qui contribuent à la cohésion sociale; 2. s'efforcent de mettre à disposition des lieux de proximité accessibles à tous, ainsi que les moyens nécessaires pour atteindre ces buts.
02.03.2010 31.03.2010	75	Proposition collective	Prenons exemple et construisons intelligemment pour une mobilité d'avenir	ATE - Association Transports et Environnement Mme Emilie Flamand 18, rue de Montbrillant, 1201 Genève	1'010	Demande d'inscrire dans la future Constitution le principe suivant: Mobilité et infrastructures Les infrastructures de transports publics et de mobilité douce doivent précéder toutes constructions de surfaces dédiées au logement, à l'emploi, aux activités de loisirs et d'achats.
08.03.2010 31.03.2010	74	Proposition collective	Droit à la formation tout au long de la vie pour toutes et tous	Camarada, Lire et Ecrire GE, OSEO Genève, Réalise, Université ouvrière de Genève (UOG), Université populaire albanaise (UPA), Université populaire du canton de Genève (UPCGe), Voie F Mme Inge Hoffmann van Soest (UPCGe) 23, chemin du Guillon 23, 1233 BERNEX	1'169	Demande d'inscrire dans la nouvelle Constitution : - le droit à la formation tout au long de la vie pour toutes et tous - avec une attention particulière pour les personnes qui, par leur niveau social, leur statut, leur parcours personnel ont davantage de difficulté à entrer dans un processus de formation et sont donc à risque d'exclusion.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
26.03.2010	73	Proposition collective	Inscrire dans la Constitution un article concernant la politique familiale	Mouvement populaire des familles M. Jean Blanchard, secrétaire général, 22, rue Michel-Chauvet Case postale 155, 1211 Genève 17	563	Demande d'inscrire dans la future Constitution un article reconnaissant la valeur économique et sociale du travail familial et notamment par des formules telles que : - un rabais d'impôt; - un congé parental rémunéré de 2 ans; - la garantie des prestations sociales à chaque parent actif ou non; - le versement des allocations familiales indépendamment du statut professionnel et salarial des parents; - une allocation en compensation partielle des charges financières.
24.02.2010 29.03.2010	72	Proposition collective	Faire du droit au logement une réalité à Genève	Pôle "logement" de la Fédération associative genevoise (FAGE) M. Julien Reinhard - FAGE M. Philippe Favraget - Association pour un droit social du sol M. Pierre Fuchs, SURVAP et Mouvement populaire des familles (MPF) p.a. Fédération associative genevoise (FAGE) 15, rue des Savoises 1205 Genève La pétition est soutenue par les 14 organisations suivantes : Après-Genève, Chambre de l'économie sociale et solidaire, ASLOCA Genève, Association pour un Droit Social du Sol (ADSS), Association Lestime, Ciguë - coopérative de logements pour personnes en formation, Coopérative de l'Habitat Associatif (CODHA), Coordination Economique et Sociale Transfrontalière (CEST), Eco-attitude, FIAN Suisse, Jardin des Charrotons, Mouvement Populaire des Familles (MPF), Pro Natura Genève, Syndicat interprofessionnel des Travailleuses et Travailleurs (SIT), SURVAP - Association des habitants des Pâquis.	724	Propositions structurées en trois éléments : 1. le droit au logement (précision des obligations concrètes découlant de ce droit pour le rendre applicable et justiciable); 2. la politique du logement (avec des compléments à l'article 10A de la Cst actuelle en matière d'environnement et de coopératives d'habitation); 3. l'aménagement du territoire (prise en compte des divers besoins qui pèsent sur le territoire cantonal dans une perspective régionale et participative).

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
15.03.2010 29.03.2010	71	Proposition collective	Pour la prise en compte de la dimension intergénérationnelle dans notre future Constitution	Plate-forme des Associations d'aînés M. Eric Sublet, président c/o Cité seniors, 28, rue Amat, 1202 GENEVE GLAJ - Groupe de liaison genevois des associations de jeunesse M. David Matthey-Doret, président 5, rue du Village-Suisse 1205 Genève	547	Favoriser une bonne cohabitation intergénérationnelle par une politique de l'Etat et des communes qui: 1. favorise l'entraide; 2. encourage les cohabitations; 3. favorise et encourage les transferts financiers et les échanges immobiliers; 4. favorise l'accès aux loisirs, notamment dans le sport, la culture et le délasserment; 5. crée une commission consultative de la jeunesse et des aînés.
11.03.2010 29.03.2010	70	Proposition collective	Pour une prise en compte des particularités de la jeunesse dans la Constitution	GLAJ - Groupe de liaison genevois des associations de jeunesse (57 Associations) M. David Matthey-Doret, président 5, rue du Village-Suisse 1205 Genève	647	En complément à la pétition no. 51, la proposition collective demande l'insertion de 4 articles constitutionnels en matière de : 1. protection et santé; 2. loisirs et culture; 3. formation; 4. engagement et visibilité.
18.02.2010 29.03.2010	69	Proposition collective	Trois priorités principales en relation avec la protection de l'environnement	WWF Genève - for a living planet M. Jean-Luc Zanasco, président 10, rue de Villereuse 1207 Genève	627	La proposition collective regroupe trois priorités principales en relation avec la protection de l'environnement: 1. la lutte contre les changements climatiques; 2. le maintien et le développement de la biodiversité; 3. l'adaptation de notre style de vie: les quartiers durables.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
22.03.2010	68	Demande audition	Politique économique et ses conséquences sur le développement durable	La Vrille Domaine de la Devinière M. Willy Cretegny 101, rte du Mandement 1242 Satigny	1	Demande d'audition à propos de deux initiatives (tandem) concernant la politique économique et ses conséquences sur le développement durable sous le titre "Protéger, Développer, Transmettre".
18.03.2010	67	Demande audition	Préoccupations du milieu agricole	CCIG - Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève M. Jacques Jeannerat, directeur 4, bd du Théâtre, Case postale 5039, 1211 Genève 11	1	Demande d'audition du Groupement pour le commerce agricole genevois afin qu'il puisse exprimer ses préoccupations sur un certain nombre de points.
19.03.2010	66	Demande audition	Réforme des institutions	M. Jean Erhardt 27, rue de la Tambourine, 1227 CAROUGE	1	Demande d'audition concernant la problématique des réformes qui s'imposent à Genève, tant au niveau de l'organisation et du fonctionnement des autorités, qu'à celui des administrations cantonales et communales.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
16.03.2010	65	Pétition	Contribution à une réflexion sur "la famille"	Eglise nationale protestante Conseil du Consistoire Mme Charlotte Kuffer, présidente et M. Pierre-Alain Vuagniaux, membre du Conseil du Consistoire 2, rue du Cloître, case postale 3078 1211 Genève 3	2	Document pour alimenter la réflexion concernant la famille.
12.03.2010	64	Pétition	Rôle et fonctionnement de la Banque cantonale de Genève	ATTAC - Genève Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action citoyenne M. Georges Sontag, membre du Comité 15, rue des Savoises, 1205 GENEVE	1	Proposition d'articles constitutionnels portant sur : 1. son statut juridique; 2. la répartition de son capital et de son Conseil d'administration; 3. sa finalité éthique; 4. son engagement pour le développement économique de la région, prioritairement en finançant des entreprises citoyennes; 5. ses liens avec les déposants publics (canton et communes).
08.03.2010	63	Pétition	Droit à la formation tout au long de la vie pour toutes et tous	Camarada, Lire et Ecrire GE, OSEO Genève, Réalise, Université ouvrière de Genève (UOG), Université populaire albanaise (UPA), Université populaire du canton de Genève (UPCGe), Voie F Mme Inge Hoffmann van Soest (UPCGe) 23, chemin du Guillon 23, 1233 BERNEX	8	Demande d'inscrire dans la nouvelle Constitution : - le droit à la formation tout au long de la vie pour toutes et tous - avec une attention particulière pour les personnes qui, par leur niveau social, leur statut, leur parcours personnel ont davantage de difficulté à entrer dans un processus de formation et sont donc à risque d'exclusion.
22.02.2010	62	Pétition	Contribution à une réflexion sur "l'économie"	Eglise nationale protestante Conseil du Consistoire Mme Charlotte Kuffer, présidente et M. Pierre-Alain Vuagniaux, membre du Conseil du Consistoire 2, rue du Cloître, case postale 3078 1211 Genève 3	2	Document pour alimenter la réflexion concernant la place de l'économie dans la société civile, en rappelant le message spécifique de l'Evangile.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
11.01.2010 11.02.2010 24.02.2010	61	Pétition	Pour un référendum révocatoire	Parti communiste genevois M. Laurent Teattamanti, coordinateur M. Jean-Louis Carlo, secrétaire Case postale 5407 1211 Genève 11	2	Introduction - d'un référendum révocatoire cantonal permettant de demander la révocation du mandat d'un Conseiller d'Etat ou du procureur général; - d'un référendum révocatoire municipal permettant de demander la révocation du mandat d'un conseiller administratifs, d'un maire ou d'un adjoint au maire. Il s'agit à l'origine d'une initiative populaire lancée par un "Comité pour plus de contre-pouvoirs populaires", mais qui n'a pas obtenu le nombre de signatures nécessaires. Ces 5'000 signatures ont été déposées en appui à cette pétition qui ne peut être considérée comme une proposition collective, les signatures ayant été données indépendamment de la Constituante.
24.02.2010	60	Pétition	Faire du droit au logement une réalité à Genève	Pôle "logement" de la Fédération associative genevoise (FAGE) M. Julien Reinhard - FAGE M. Philippe Favragier - Association pour un droit social du sol M. Pierre Fuchs, SURVAP et Mouvement populaire des familles (MPF) p.a. Fédération associative genevoise (FAGE) 15, rue des Savoises 1205 Genève La pétition est soutenue par les 14 organisations suivantes : Après-Genève, Chambre de l'économie sociale et solidaire, ASLOCA Genève, Association pour un Droit Social du Sol (ADSS), Association Lestime, Ciguë - coopérative de logements pour personnes en formation, Coopérative de l'Habitat Associatif (CODHA), Coordination Economique et Sociale Transfrontalière (CEST), Eco-attitude, FIAN Suisse, Jardin des Charrotons, Mouvement Populaire des Familles (MPF), Pro Natura Genève, Syndicat interprofessionnel des Travailleuses et TRavailleurs (SIT), SURVAP - Association des habitants des Pâquis.	3	Propositions structurées en trois éléments : 1. le droit au logement (précision des obligations concrètes découlant de ce droit pour le rendre applicable et justiciable); 2. la politique du logement (avec des compléments à l'article 10A de la Cst actuelle en matière d'environnement et de coopératives d'habitation); 3. l'aménagement du territoire (prise en compte des divers besoins qui pèsent sur le territoire cantonal dans une perspective régionale et participative).

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
15.02.2010	59	Demande audition	Ancrage des principes de protection des données et de transparence dans la nouvelle Constitution	Bureau des préposée-es à la protection des données et à la transparence Mme Isabelle Dubois, préposée et Mme Anne Catherine Salberg, préposée suppléante 27, bd Helvétique 1207 Genève	1	Demande d'audition par la commission thématique 3 quant à l'ancrage dans la nouvelle Constitution des principes de protection des données et de transparence (LIPAd).
15.02.2010	58	Proposition collective	Pour l'égalité des personnes handicapées	FÉGAPH - Fédédation genevoise des associations de personnes handicapées et de leurs proches regroupant les associations suivantes: AGPEDA (déficients auditifs), ARPA (aveugles et malvoyants), Autisme Suisse Romande, Cerebral (infirmité motrice cérébrale), FSA (bien des aveugles), Cerebral Genève (IMC), Insieme-Genève (handicap mental), Le Relais (troubles psychiques), Le Cristal (syndrome X Fragile), GroupaR (Foyer Handicap), TED Autisme Genève M. Augusto Cosatti, président p.a. insieme-Genève 7, rue de la Gabelle 1227 Carouge	826	Propositions d'articles concernant : - les droits fondamentaux : principe d'égalité et droit à une allocation pour les frais découlant des besoins d'assistance; - les droits politiques; - les missions de l'Etat.

**SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE**

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
09.02.2010	57	Proposition collective	Promotion de la paix et des droits fondamentaux dans la nouvelle Constitution genevoise	Pôle de compétence "Paix et droits fondamentaux" M. Christophe Barbey, p.a. FAGE, Maison des Associations, 15, rue des Savoises, 1205 GENEVE représentant les associations suivantes: Assoc. Mondiale pour Ecole instrument de paix (EIP), pour la communication pacifique et non-violente, pour l'étude, la promotion et le respect de la non-militarisation et de la démilitarisation (APRED), Bureau international de la Paix (BIP/IPB), Centre de conseils et d'appuis pour les jeunes en matière de droits de l'homme (CODAP), Femmes pour la Paix Genève, Graines de Paix, Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), Groupe Quaker de Genève	585	Prolongement de la pétition no. 10 (même objet) Proposition d'articles concernant: - le préambule - les droits fondamentaux - le rôle et les tâches de l'Etat en matière de : 1. éducation à la paix et aux droits humains 2. non-violence, usage de la force 3. prévention des conflits 4. solidarité internationale 5. service à la société 6. sécurité humaine
03.02.2010	56	Pétition	Réduction de 25% du nombre de députés et de conseillers municipaux dans les communes	Louis et Irène ROSSET 38, rue Gilbert, 1217 Meyrin	2	Demande de réduction de 25% du nombre de députés et de conseillers municipaux dans les communes au vu des débats, notamment au vu de l'absentéisme lors des votations et élections.
03.02.2010	55	Demande audition	Articles constitutionnels relatifs à la mobilité	ATE - Association Transports et Environnement M. Olivier Norer, président 18, rue de Montbrillant, 1201 Genève	1	Demande d'audition pour faire part de sa position sur les articles proposés dans le cadre de la consultation lancée par la commission thématique 5, suite à la publication de son rapport préliminaire en automne 2009.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
27.01.2010	54	Demande audition	Questions de laïcité et de paix confessionnelle	LICRA - Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme - section de Genève-Suisse M. Philippe Kenel, président 13, rue Verdaine 1204 Genève	1	Demande d'audition par la commission thématique 1 (droits fondamentaux) sur les questions de la laïcité et la paix confessionnelle.
21.01.2010	53	Proposition collective	Pour une Genève solidaire et responsable envers le monde	Fédération genevoise de coopération (regroupant une cinquantaine d'associations actives dans la coopération au développement) M. Olivier Labarthe, président et M. Olivier Berthoud, secrétaire général 6, rue Amat, 1202 Genève	570	Prolongement de la pétition no. 40 (même objet) en vue de l'inscription dans la future Constitution genevoise des principes de la solidarité internationale en faveur de la coopération au développement et de l'action humanitaire, ainsi que le principe du développement durable appliqué à l'ensemble de la planète.
22.12.2009 23.01.2010	52	Proposition collective	Pour la reconnaissance des quartiers durables (écoquartiers)	Association Ecoattitude 15, rue François-Perréard 1225 Chêne-Bourg	808	Proposition d'introduire un ou plusieurs articles dans la Constitution concrétisant les principes suivants: - tous les nouveaux quartiers sont conçus selon une démarche de quartier durable qui tient compte des dimensions environnementale, sociale, économique et de gouvernance participative; - les rénovations urbaines sont entreprises progressivement selon la même démarche.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
16.12.2009	51	Pétition	Pour une meilleure prise en compte des enjeux liés à la jeunesse à Genève dans la nouvelle Constitution genevoise	GLAJ - Groupe de liaison genevois des associations de jeunesse M. David Matthey-Doret, président 5, rue du Village-Suisse 1205 Genève	1 pour 56 Assoc	Proposition de 13 articles rédigés ayant trait aux chapitres suivants: - généralités - formation - loisirs et culture - protection et santé
14.12.2009	50	Proposition collective	Pour la diminution des émissions de gaz à effet de serre au moins dans les proportions recommandées par le GIEC	Noé 21 - Nouvelle Orientation Economique pour le 21ème siècle M. Thibaut Schneeberger 19, quai Charles-Page 1205 Genève	1'374	Demande d'inscrire dans la nouvelle Constitution le principe suivant : "le canton s'engage à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre au moins dans les proportions recommandées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)".
30.11.2009	49	Demande audition	Articles 160A et 160B de la Constitution genevoise sur la liberté du choix du mode de transport ainsi que la conception et l'organisation du réseau routier	UPSA / AGVS - Union professionnelle suisse de l'automobile - Section Genève M. Yves Golaz, président et M. Benoît Wyder, secrétaire 98, rue de St-Jean, case postale 5278, 1211 Genève 11	2	Demande d'audition pour exposer les motifs en vue du maintien des articles actuels relatifs : - à la garantie de la liberté individuelle du choix du mode de transport - aux objectifs et moyens relatifs à la conception et à l'organisation du réseau routier des communes et des cantons.
30.11.2009	48	Demande audition	Articles 160A et 160B de la Constitution genevoise sur la liberté du choix du mode de transport ainsi que la conception et l'organisation du réseau routier	CCIG - Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève M. Jacques Jeaneerat, directeur et Mme Nathalie Hardyn, directrice adjointe 4, bd du Théâtre, case postale 5039, 1211 Genève 11	2	Demande d'audition pour exposer les motifs en vue du maintien des articles actuels relatifs : - à la garantie de la liberté individuelle du choix du mode de transport - aux objectifs et moyens relatifs à la conception et à l'organisation du réseau routier des communes et des cantons.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
02.12.2009	47	Pétition	Pétition pour la consécration des droits sociaux dans la Constitution genevoise	CODAP (Centre de conseils et d'appuis pour les jeunes en matière de droits de l'homme) M. David Matthey-Doret, coordinateur général Fian Suisse (Foodfirst Information and Action Network) Dr. Christophe Golay, membre du comité p.a. CODAP 5, rue Liotard, 1202 Genève	2	Propositions à l'image de la Constitution fribourgeoise, soit: - consacrer les droits sociaux en tant que tels et non comme des buts sociaux; - prévoir le même champ d'application et les mêmes restrictions pour tous les droits fondamentaux, y compris les droits sociaux, afin de permettre la même justiciabilité et la même opposabilité; - consacrer dans un article, les droits sociaux comme essentiels à la protection de la dignité humaine.
30.11.2009	46	Pétition	Pétition concernant l'éligibilité des personnes en situation de dettes ou poursuites	Madame Sylvie Kaech-Marendaz 2, route de Loëx 1213 Onex	1	Demande d'interdire l'élection d'une personne : - ayant des dettes non couvertes par un gage et non remboursables en moins de douze mois; - faisant l'objet de poursuite, saisie ou d'un acte de défaut de biens.
30.11.2009	45	Demande audition	Prise en compte dans la Constitution de manière appropriée du tourisme, affaire de toutes et tous	Genève Tourisme & Bureau des Congrès M. Jean-Pierre Jobin, président M. Michel Perret, vice-président M. Erwin Meyer, vice-président 18, rue du Mont-Blanc Case postale 1602 1211 Genève 1	3	Demande d'audition pour rappeler l'importance du tourisme notamment au niveau des retombées économiques et des emplois, ceci en vue de figurer de manière appropriée dans la nouvelle Constitution.
25.11.2009	44	Demande audition	Articles 160A et 160B de la Constitution genevoise sur la liberté du choix du mode de transport ainsi que la conception et l'organisation du réseau routier	Association "FEU VERT" M. Thierry Oberson, président et M. Olivier Ballissat, secrétaire 98, rue de Saint-Jean Case postale 5014, 1211 Genève 11	2	Demande d'audition pour exposer les motifs en vue du maintien des articles actuels relatifs : - à la garantie de la liberté individuelle du choix du mode de transport - aux objectifs et moyens relatifs à la conception et à l'organisation du réseau routier des communes et des cantons.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
25.11.2009	43	Demande audition	Articles 160A et 160B de la Constitution genevoise sur la liberté du choix du mode de transport ainsi que la conception et l'organisation du réseau routier	Union genevoise des carrossiers M. Serge Corbex, président et M. Olivier Ballissat, secrétaire 98, rue de Saint-Jean Case postale 5278, 1211 Genève 11	2	Demande d'audition pour exposer les motifs en vue du maintien des articles actuels relatifs : - à la garantie de la liberté individuelle du choix du mode de transport - aux objectifs et moyens relatifs à la conception et à l'organisation du réseau routier des communes et des cantons.
25.11.2009	42	Demande audition	Articles 160A et 160B de la Constitution genevoise sur la liberté du choix du mode de transport ainsi que la conception et l'organisation du réseau routier	ASTAG - Association suisse des transports routiers M. Michel Mooijman, président et M. Olivier Ballissat, secrétaire 98, rue de Saint-Jean Case postale 5278, 1211 Genève 11	2	Demande d'audition pour exposer les motifs en vue du maintien des articles actuels relatifs : - à la garantie de la liberté individuelle du choix du mode de transport - aux objectifs et moyens relatifs à la conception et à l'organisation du réseau routier des communes et des cantons.
20.11.2009	41	Demande audition	Articles 160A et 160B de la Constitution genevoise sur la liberté du choix du mode de transport ainsi que la conception et l'organisation du réseau routier	G.T.E. - Groupement Transports et Economie M. Jean Rémy Roulet, président et M. Olivier Ballissat, secrétaire 98, rue de Saint-Jean Case postale 5278, 1211 Genève 11	2	Demande d'audition pour exposer les motifs en vue du maintien des articles actuels relatifs : - à la garantie de la liberté individuelle du choix du mode de transport - aux objectifs et moyens relatifs à la conception et à l'organisation du réseau routier des communes et des cantons.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
18.11.2009	40	Pétition	Pour une Genève solidaire et responsable envers le monde	Fédération genevoise de coopération (regroupant une cinquantaine d'associations actives dans la coopération au développement) M. Olivier Labarthe, président et M. Olivier Berthoud, secrétaire général 6, rue Amat, 1202 Genève	2	Neuf thèses et deux propositions d'articles: - sur la coopération au développement et l'action humanitaire; - sur les activités économiques à Genève dans le respect du développement durable. La pétition demande également que soient inscrits dans le préambule certains principes généraux et valeurs (respect envers les générations suivantes, respect de l'autre et équité, ouverture au monde et à la solidarité internationale).
17.11.2009	39	Proposition collective	Pour une non-discrimination des personnes en raison de leur orientation sexuelle et/ou identité de genre	Fédération genevoise des Associations LGBT Mme Catherine Gaillard, coprésidente et M. Philippe Scandolera, coprésident représentant les Associations 360, Dialogai, Lestime, Think Out p.a. Case postale 69, 1211 Genève 21	996	Introduction de dispositions telles : - le principe de non-discrimination des personnes en raison notamment de leur orientation sexuelle et identité de genre, - la mise en place d'un dispositif ou de mesures en vue du respect des dispositions, - l'éducation aux droits humains dans l'enseignement de base et une formation initiale et continue pour les fonctionnaires de l'Etat, - la reconnaissance et la protection des différentes familles, dans l'intérêt des enfants.
13.11.2009	38	Pétition	Diverses propositions concernant les droits populaires et les tâches de l'Etat	Mme Lily-Marie Johnson 8bis, rue de Coutance 1201 Genève	1	Proposition de modification des droits populaires pour diminuer le nombre de référendums et initiatives clairement destinés à un échec. Mieux définir dans les tâches de l'Etat les questions de religion (laïcité, enseignement religieux, etc.)

**SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE**

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
11.11.2009	37	Proposition collective	Pour des conditions favorables à l'économie sociale et solidaire (ESS) à Genève	Chambre de l'économie sociale et solidaire M. Thierry Pellet, secrétaire général 5, rue du Liotard, 1202 Genève	717	Attribution au Canton et aux communes de la mission d'offrir des conditions favorables au développement de l'économie sociale et solidaire (ESS) par : - la mise en place de statuts de sociétés à but non lucratif ou à lucrativité limitée; - une représentation et une reconnaissance de l'ESS dans le dialogue social; - une plus grande ouverture des marchés publics aux entreprises de l'ESS; - la création d'incubateurs et de pépinières d'entreprises sociales et solidaires; - l'intégration de l'entrepreneuriat social dans les cursus de formation supérieure.
11.11.2009	36	Pétition	Prise en compte de certaines propositions et principes dans la Constitution	Mouvement populaire des familles M. Jean Blanchard, secrétaire général, 22, rue Michel-Chauvet Case postale 155, 1211 Genève 17	1	Introduction de dispositions liées aux - droits fondamentaux - éducation - logement - santé - droit à l'information - pauvreté - finances et rôle de l'Etat - fiscalité
11.11.2009	35	Proposition collective	Pour une formation professionnelle pour tous (adressée également au GC et au CE le 20.11.09)	Marche mondiale'09 composée de 13 Associations ou groupements d'Associations M. Jean Blanchard, coordinateur Case postale 417, 1211 Genève 17	6'847	Résoudre les questions des jeunes sortant sans formation du CO en rendant conforme la législation suisse avec la Convention relative aux droits de l'enfant qui prévoit que le droit à l'éducation et à la formation fait partie des droits de l'enfant
11.11.2009	34	Proposition collective	Pour l'interdiction de la prostitution des mineur/e/s dès 16 ans en Suisse (adressée également au GC et au CE le 20.11.09)	Marche mondiale'09 composée de 13 Associations ou groupements d'Associations M. Jean Blanchard, coordinateur, Case postale 417, 1211 Genève 17	7'388	Rendre conforme la législation suisse avec la Convention relative aux droits de l'enfant (art. 32 alinéa 1 et art. 34) et à la convention 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
05.11.2009	33	Pétition	Prise en compte de certains principes dans la Constitution	Eglise catholique romaine-Genève Mgr Pierre Farine, évêque auxiliaire et M. Jean Tardieu, président du Conseil pastoral cantonal Vicariat épiscopal 13, rue des Granges, 1204 Genève	2	Réflexions sur des thématiques à intégrer dans la Constitution : 1. la dimension spirituelle 2. la séparation des Eglises et communautés religieuses, et de l'Etat 3. la reconnaissance des Eglises et communautés religieuses 4. l'enseignement du fait religieux 5. les édifices religieux
05.11.2009	32	Pétition	Article 2B de la Constitution (place et rôle de la famille)	Commission cantonale de la famille Mme Marie-Françoise de Tassigny, présidente p.a. DES - DGAS 24, av. de Beau-Séjour 1206 Genève	1	Nouvelle formulation pour l'article 2B de la Constitution relative au soutien de la famille
02.11.2009	31	Demande audition	Le SIT et la Constitution genevoise : droits syndicaux, égalité et solidarité	SIT - Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs M. Jean-Marc Denervaud, président et Mme Christina Stoll, co-secrétaire générale 16, rue des Chaudronniers Case postale 3287, 1211 Genève 3	2 pour 12000 mbres	Remise d'une contribution accompagnant une demande d'audition afin que les travaux de l'Assemblée constituante accordent une place toute particulière aux thèmes et domaines suivants : - monde du travail - politique d'immigration - égalité femmes-hommes - rôle de l'Etat
02.11.2009	30	Demande audition	Majorité civique	FAPPO - Fédération des associations des parents du post-obligatoire de Genève Mme Catherine Baud 39, ch. de Lulasse , 1253 Vandoeuvres	1	Présenter la position de la Fédération quant au projet d'accorder la majorité civique à Genève aux jeunes de 16 ans, voire 14 ans.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
26.10.2009	29	Proposition collective	Pour l'intégration et la participation sociale des personnes en situation de handicap	AIPE (Intégration d'enfants avec des besoins spéciaux dans les lieux d'accueil de la Petite Enfance); FONDATION ENSEMBLE (Enfants, adolescents et adultes avec déficience intellectuelle) ; ACTIFS (Formation continue et intégr. prof. de personnes adultes avec capacités intellectuelles limitées) ; ASTURAL - Action pour la jeunesse (Enfants et jeunes rencontrant difficultés psychologiques et sociales) ; FéGAPH (Féd.genevoise des assoc. de personnes handicapées et de leurs proches) regroupant 8 associations dans le domaine du handicap: AGPEDA (déficients auditifs), AGM (malentendants), ARPA (aveugles et malvoyants), Autisme Suisse Romande , Cerebral (infirmité motrice cérébrale), FSA (bien des aveugles), Insieme-Genève (handicap mental), Le Relais (troubles psychiques) p.a. Gisela Chatelanat, 343, rte de Jussy, 1254 Jussy	1'020	Inscription dans la Constitution des principes suivants : 1. reconnaissance du droit à l'intégration et à la participation sociale des personnes en situation de handicap dans les espaces publics ou privés ouverts à tous dans la reconnaissance mutuelle des spécificités. 2. prise en charge par l'Etat et les communes des mesures créant les conditions favorables à l'exercice de ce droit.
26.10.2009	28	Proposition collective	Proposition d'un article constitutionnel sur la consommation	Fédération romande des consommateurs , section Genève Madame Renée Roulet, présidente, 2, place de la Synagogue, Case postale 5451, 1211 Genève 11	532	Demande d'inscription d'un article constitutionnel sur la consommation portant notamment sur l'encouragement et le soutien des moyens d'informer, d'éduquer et de défendre la population en matière de consommation.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
24.10.2009	27	Pétition	Sujets de votation à réponses multiples	M. Jean-Jacques Isaac 45K, ch. de Vuillonex 1232 Confignon	1	Diviser un sujet soumis à la votation populaire en chapitres distincts qui sont séparément acceptés ou refusés par la majorité.
15.10.2009	26	Pétition	Proposition d'articles constitutionnels en matière d'égalité entre homme et femme	Commission consultative de l'égalité entre homme et femme M. Laurent Moutinot, président Département des institutions 14, rue de l'Hôtel-de-Ville Case postale 3962 1211 Genève 3	1 pour 25 mbres	Proposition d'articles constitutionnels ayant trait à l'égalité entre homme et femme, et notamment en matière de : - langage épïcène - droits fondamentaux (égalité, liberté personnelle, parité politique, vie en commun), - tâches de l'Etat (principe de diligence, congé parental, conciliation des vies, enseignement de base, formation des adultes).
16.10.2009	25	Demande audition	Particularités et forme institutionnelle de l'évaluation des politiques publiques	Commission externe d'évaluation des politiques publiques Mme Isabelle Terrier, présidente 82, route des Acacias Case postale 1735 1211 Genève 26	1 pour 15 mbres	Présenter les particularités du dispositif d'évaluation des politiques publiques à Genève et évoquer la forme d'institutionnalisation à prévoir dans la nouvelle Constitution.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
24.10.2009	24	Pétition	Solution d'ordre constitutionnel au problème des déficits publics du canton	M. Louis Dubois , Ing. EPFZ, Conseil d'entreprise 1, rue Marie-Brechbuhl 1202 Genève	1	Redéfinir processus et structures de l'Administration de manière indépendante des entités étudiées. Pour ce faire : - créer, sous l'égide de la Cour des comptes un groupe de conseillers en organisation; - placer les équipes d'organisation de l'Administration sous la responsabilité de ce groupe; - placer le personnel de l'audit interne sous la responsabilité de la Cour des comptes; - donner à un tribunal le pouvoir de sanctionner toute obstruction non justifiée aux recommandations de la Cour des comptes.
30.09.2009	23	Demande audition	Questions liées à la laïcité d'une part et à d'autres objets de nature constitutionnelle d'autre part.	Association suisse pour la laïcité M. Yves Scheller, président 18, chemin de la Gouille-Noire 1244 Choulex	1	Aborder des questions liées à la laïcité telles que: - la séparation des Eglises et de l'Etat, - la reconnaissance des Eglises et des groupes religieux, - l'enseignement religieux, - les édifices religieux, - l'écusson genevois ainsi que d'autres sujets de nature constitutionnelle tels que le mariage homosexuel, la liberté d'expression, l'initiative sur les minarets, etc.
25.09.2009	22	Pétition	Le français est la langue officielle du canton. L'Etat en promeut l'usage.	Association défense du français M. Daniel Favre, secrétaire général, case postale 68, 1001 Lausanne	1	Introduction d'un cadre constitutionnel visant à - suivre l'avancée de l'anglais tendant à devenir langue unique, - combattre les anglicismes dont les équivalents existent en français, - promouvoir nos langues nationales.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
24.09.2009	21	Demande audition	Relations entre Etat et communautés religieuses	Communauté israélite de Genève , M. Ron Aufseesser, président Communauté israélite libérale de Genève , M. Jean-Marc Brunschwig, président p.a. CIG, 21, avenue Dumas, 1206 Genève	2	Examen de différents sujets tels que - la neutralité religieuse de l'Etat et la nature de ses relations avec les communautés religieuses, - le statut et la protection des minorités religieuses, - le contenu de la liberté de conscience et de croyance.
23.09.2009	20	Pétition	Soutien à la proposition collective du RAAC	UECA (Union des espaces culturels autogérés) Yan Roschi et Albane Schlechten p.a. l'Usine, 4 place des Volontaires, 1204 Genève	2	Asseoir les bases d'une politique culturelle à long terme encourageant la diversité des acteurs, activités et structures et la collaboration entre collectivités publiques et acteurs culturels.
22.09.2009	19	Proposition collective	Que la culture soit inscrite dans la future Constitution genevoise	RAAC (Rassemblement des artistes et acteurs culturels) / Forum art, culture et création M. Sandro Rossetti p.a. Fonction:Cinéma, 16, rue du Général-Dufour, case postale 5305 1211 Genève 11	1'592 à GE et 103 VD et F	Demande d'inscription de la culture dans différents chapitres de la Constitution: - dispositions générales, - droits fondamentaux, - culture, création artistique et patrimoine culturel, - agglomération / région, - enseignement, formation et transmission, - sécurité et protection sociale.
09.09.2009	18	Pétition	Article 160E "antinucléaire" de la Constitution genevoise	CONTRATOM case postale 65, 1211 Genève 8, Mme Anne-Cécile Reimann, présidente	1	Demande du maintien intégral des dispositions de l'art. 160E dans la nouvelle Constitution genevoise.
27.08.2009	17	Pétition	Pour un article constitutionnel sur le règlement amiable des différends	GEMME-SUISSE (Groupement suisse des magistrats pour la médiation et la conciliation, CSMC (Chambre suisse de médiation commerciale) - GPM (Groupe pro-médiation), Association MédiationS pour adresse M. Jean A. Mirimanoff, secrétaire général de Gemme-Suisse, p.a. CCBL, 7, rue des Chaudronniers, Case postale 3120, 1211 Genève 3	4 Assoc ou org. prof.	Proposition d'un article constitutionnel sur le règlement amiable des différends y compris la création d'un Ombudsman pour régler les litiges entre l'Administration cantonale et communale et les citoyens ainsi qu'un Médiateur au sein des Administrations pour régler les disputes.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
25.08.2009	16	Proposition collective	Pour la souveraineté alimentaire ! Un droit et un devoir	Uniterre-Genève , M. Rudi Berli et Mme Valentina Hemmeler Maïga, c/o M. Rudi Berli, 8, rue Lissignol, 1201 Genève	1207	Ancrer le principe de la "souveraineté alimentaire" dans la future Constitution genevoise par le biais de différentes dispositions formulées.
13.07.2009	15	Proposition collective	Pour un revenu de base inconditionnel	BIEN - CH - Basic Income Earth Network Switzerland Case postale 58 1293 Bellevue M. Albert Jörimann, président et Mme Bridget Dommen, membre du comité	1876	Proposition d'ancrer dans la nouvelle Constitution un revenu de base inconditionnel (formulation rédigée).
24.06.2009	14	Pétition	Proposition d'article constitutionnel sur la Genève internationale	Mandat International 31, ch. William-Rappard 1293 Bellevue M. Sébastien Ziegler, président	45	Proposition d'article constitutionnel sur la Genève internationale (formulation rédigée).
15.06.2009	13	Pétition	Pour un véritable partenariat entre l'Etat et les Associations	RAP - Regroupement d'associations privées , soit Appartement de jour, Arcade 84, Aspasia, AFM, CTAS, CCSI, F-Information, L'Orangerie, Lestime, Parole, Rien ne va plus, Solidarité Femmes, SOS Femmes, Viol-Secours, Voie F FARGO - Fédération d'associations privées d'action sociale , soit: Camarada, Compagna, Armée du Salut, Centre LAVI, Bateau Genève, Caritas, Centre social protestant, le Caré, Centre genevois du volontariat, La Main tendue, Pro Filia, Pro Juventute, Pro Senectute, Service social israéliite	2 collect. au nom de 29 assoc.	Quatre propositions concernant la vie associative et concernant les droits fondamentaux les principes généraux le fonctionnement de l'Etat le partenariat avec les pouvoirs publics.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
15.06.2009	12	Proposition collective	Vivre ensemble, renforcer la cohésion sociale	Centre de contact Suisses-Immigrés 25, route des Acacias, 1227 Les Acacias Camarada, 19, ch. De Villars, 1203 Genève représentant les 14 Assoc. Suivantes: Camarada, CCSI, Collectif de soutien aux sans papiers, Assoc. des Chiliens Résidents à Genève, Appartenances Genève, Caritas Genève, Centre social Protestant-Genève, Elisa-Asile, F-Information, Irminda Galega, Kultura, Ligue suisse des Droits de l'Homme- Genève, Mesemrom, Paidos	1'072	Propositions visant à faciliter l'intégration et concernant les droits fondamentaux l'action de l'Etat les droits civiques l'autorisation de séjour (droit supérieur).
08.06.2009	11	Pétition	Introduire la paix dans la Constitution genevoise	Femmes pour la paix , Gerda Ferrari et Heidi Maugué Groupe Quaker de Genève Bridget Dommen avec l'appui technique de Christophe Barbey, juriste p.a. 13, av. du Mervelet, 1209 Genève	4	Proposition d'articles concernant le préambule les droits fondamentaux le rôle et les tâches de l'Etat.
08.06.2009	10	Pétition	Propositions concernant la promotion de la paix et des droits fondamentaux dans la nouvelle Constitution genevoise	Pôle de compétence "Paix et droits fondamentaux" , M. Frédéric Durand, p.a. FAGE, Maison des Associations, 15, rue des Savoises, 1205 Genève représentant les associations suivantes: Assoc. Mondiale pour Ecole instrument de paix (EIP), pour la communication pacifique et non- violente, pour l'étude, la promotion et le respect de la non-militarisation et de la démilitarisation (APRED), Bureau international de la Paix (BIP/IPB), Centre de conseils et d'appuis pour les jeunes en matière de droits de l'homme (CODAP), Femmes pour la Paix Genève, Graines de Paix, Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), Groupe Quaker de Genève	9 assoc. pour 3'700 mb	Proposition d'articles concernant le préambule les droits fondamentaux le rôle et les tâches de l'Etat.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
04.06.2009	9	Pétition	Pas de libellé spécifique	Me Alain Marti , avocat , 3, rue Michel-Chauvet 1208 Genève	1	Deux objets : 1. Pas de catalogue des droits des citoyens mais un renvoi explicite aux textes fondamentaux Decl. DH ONU, CEDH, Conv. ONU Droits enfant 2. Modification de l'élection des juges.
29.05.2009	8	Demande audition	Ancrer le principe de la "souveraineté alimentaire" dans la future Constitution genevoise	Uniterre-Genève, M. Rudi Berli et Mme Valentina Hemmeler Maïga , c/o M. Rudi Berli, 8, rue Lissignol, 1201 Genève	2	Demande d'audition afin de "présenter le concept de souveraineté alimentaire (définition de Via Campesina annexée) et de discuter des options possibles pour l'intégrer dans le futur texte constitutionnel".
25.05.2009	7	Proposition collective	Droits syndicaux à l'Assemblée constituante	Les Socialistes Parti socialiste genevois M. René Longet , président, 15, rue des Voisins, 1205 Genève	572	Inscription dans la Constitution du respect des libertés et des droits syndicaux.

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
13.05.2009	6	Pétition	Laïcité et relation Etat-Eglises et communautés religieuses	Eglise protestante de Genève M. Pierre-Alain Vuagniaux, membre du Conseil du Consistoire, 2, rue du Cloître, Case postale 3078, 1211 Genève 3	16	Demande d'audition (copie à M. Gardiol, Cot1) sur 5 thèses: 1. la dimension spirituelle 2. séparation des Eglises et communautés religieuses et de l'Etat 3. reconnaissances des Eglises et communautés religieuses 4. enseignement religieux 5. édifices religieux .
04.05.2009 07.07.2009	5	Demande audition	Dispositions concernant le sport dans la nouvelle Constitution	Association genevoise des sports M. Roger Servettaz, président, 1200 Genève	1	Demande d'audition sur les questions du sport dans la Constitution (rôle de l'Etat, compétences, commission cantonale, encouragement, vie associative et soutien au bénévolat).
02.05.2009 04.11.2009	4	Demande audition	Dispositions concernant la prise en compte de problématiques liées aux aînés dans la nouvelle Constitution	Commission consultative des Aînés M. Etienne Membrez, président p.a. 13, ch. des Epines 1222 Vérenaz représentant les associations suivantes: Pro Senectute, GINA, UNI3, Conseil des Anciens de Genève, RAG, Plate-forme des Associations d'Aînés, ABA, AMPIA	10	Demande d'audition pour présenter différentes propositions de principes ou d'articles constitutionnels concernant: 1. la cohabitation intergénérationnelle 2. la politique de la santé 3. la vie associative et le bénévolat 4. les structures pour une politique globale des Aînés

SUIVI DES PETITIONS, PROPOSITIONS COLLECTIVES ET DEMANDES D'AUDITIONS
RECUES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Date réception	No	Type	Libellé	Déposants	Nbre signataires	Contenu résumé de la demande
30.04.2009	3	Demande audition	Culture religieuse et humaniste à l'école laïque	Groupe citoyen "Culture religieuse et humaniste à l'école laïque" M. Patrick Schmied, président, 7, ch. de la Rochefoucauld , 1290 Versoix M. Henri Nerfin, coordinateur, Valeurs et Projets, 4bis ch. des Hirondelles, 1226 Thônex	2	Demande d'audition "La réflexion sur une nouvelle approche de la laïcité (et en particulier de la laïcité de l'école) des philosophes Paul Ricoeur et Régis Debray doit certainement être prise en compte dans la situation genevoise".
26.03.2009	2	Proposition collective	Parité hommes-femmes - pas de libellé spécifique	Femmes pour la parité p.a. Collectif 14 juin, 6, rue des Terreaux-de-Temple, 1201 Genève	642	Inscrire le principe de la parité hommes /femmes dans la Constitution genevoise.
20.11.2008	1	Proposition collective	Pour une Constitution garantissant les droits sociaux, appel à la Constituante pour le maintien et le renforcement des prestations sociales	AVIVO 25, rue du Vieux-Billard, case postale 155, 1211 Genève 8	1'738	Projet d'article constitutionnel 10b sur les droits sociaux (formulation rédigée).

ANNEXE

Historique des lois sociales sur le logement social

(Source : rapport la cour des comptes concernant d'audit de gestion relatif à la politique publique du logement social)

L'intervention de l'Etat de Genève au titre de la politique du logement se situe après la fin de la deuxième guerre mondiale (Loi I 4 25 du 9 novembre 1946, destinée à assurer la construction de logements salubres et économiques). Mais elle n'a pas permis de répondre à l'ensemble de la demande toujours croissante pour des logements à loyer modeste.

L'étape principale dans le sens d'une véritable politique du logement est constituée par la promulgation des lois du 2 avril 1955 et 25 janvier 1957, dites lois Dupont, qui visaient à promouvoir la construction de logements à loyer modéré. Face à l'impossibilité de réduire la pénurie de logements à l'aide des constructions réalisées par les collectivités et les fondations publiques, l'Etat décide de faire appel aux investisseurs privés en leur permettant d'obtenir un rendement satisfaisant. Les lois Dupont marquent véritablement la naissance des lois HLM en s'inspirant des principes qui guident encore la législation actuelle. Elles donneront le coup d'envoi à une période de construction massive de logements à Genève qui durera jusqu'à la fin des années soixante.

Plusieurs fois modifiées, les lois Dupont seront remplacées par la loi du 28 juin 1974, votée à l'unanimité par le Grand Conseil, elle-même remplacée par la loi générale sur le logement et la protection des locataires du 4 décembre 1977 (I 4 05, LGL).

Des allocations de logement destinées aux locataires dont le loyer représente une charge manifestement trop lourde seront ensuite introduites, tout d'abord pour les locataires d'immeubles subventionnés (1982) et ensuite pour les locataires des immeubles non subventionnés agréés par l'Etat (1990).

A partir des années 1990, des dispositions ont été prises dans le sens d'une plus grande justice sociale et d'un plus grand effort minimum exigé du locataire disposant de moyens financiers confortables par rapport au loyer (introduction des surtaxes HLM).

Le 21 juin 1991 a été adoptée la loi pour un plan d'urgence logement (I 4 40), prévoyant la construction de 3'000 logements (dont les 3/4 devaient être neufs), dans un délai de 8 ans.

La loi du 13 octobre 1995 a créé une nouvelle catégorie de logements: les habitations mixtes (HM) favorisant la mixité des revenus dans un même immeuble et renforçant les allocations personnelles pour les locataires à faible revenu.

Le système genevois de subventionnement à fonds perdus se distingue de l'aide fédérale au logement qui est axée en priorité sur le cautionnement et l'octroi d'avances remboursables afin de diminuer les loyers initiaux. Les avances étant remboursées en principe dans les 25 à 30 ans suivants, elles sont peu onéreuses pour le contribuable.